



Entreprise
Territoires



Mots
Maux

Site
Service public



Democratie culturelle

Démocratie
Travail



Diversité
Diversité

Débats

Regard



Syndicats

Sommaire

3

Introduction

Pour l'essor de la culture

Agnès Naton

5

Démocratie culturelle

Jean-Pierre Burdin

16

Des perspectives exaltantes

Franck Guillaumet

19

Document
d'orientation

Pour une démocratie culturelle

Document d'orientation 48^e congrès

Dessins : Fred Sochard

Le Peuple

ORGANE
OFFICIEL
DE LA CGT

Représentant légal
**Président du conseil
d'administration**
Directeur de publication :
Daniel Prada
Rédactrice en chef :
Françoise Duchesne
Secrétariat de rédaction :

Sabine Ferry
Christophe Barette
Maquette :
Séverine Calippe

Le Peuple case 432
93514 Montreuil Cédex
Tél. : rédaction/administration : 01
48 18 83 05
Tél. abonnement : 01 48 18 83
06
Télécopie : 01 48 59 28 31
e-mail : lepeuplecgt@free.fr
lepeuple@cgt.fr
Supplément au Peuple n°1638
85^e année (n° 8474)
ce numéro a été tiré à 25
000 exemplaires
Commission paritaire N° 0408 S
06460
dépot légal - Novembre 2006

Cgt - Politique Culturelle Confédérale
263, rue de Paris 93 516 Montreuil Cedex
01 48 18 86 89. culture@cgt.fr www.cgt.fr

Pour l'essor de la culture

Préface



lle

A son 48^e congrès, en avril 2006, à Lille, la Cgt a acté qu'elle entendait prendre toute sa place dans la construction d'une démocratie culturelle : chemin de l'émancipation du salarié-citoyen, du libre choix d'intervenir sur sa vie et son devenir, en rupture avec une vision élitiste de la culture.

Cet engagement prolonge et renouvelle les combats constants de la Cgt pour l'essor de la culture dont avec les travailleurs du spectacle et de la culture, et aux côtés de ceux qui la font

vivre, elle a partagé les luttes tout au long de son histoire.

Aujourd'hui, lorsque nous parlons, avec beaucoup d'autres, de démocratie culturelle, nous affirmons une conception de la culture qui permette à chacun de s'inscrire dans le partage et le développement de la culture commune. Se cultiver c'est bien sortir de sa culture propre. Ce n'est pas faire sécession, c'est entrer en partage d'un monde commun. La culture n'est pas un continent à part, si essentiel soit-il. Elle se reçoit dans l'accueil de belles diversités qui irriguent le « tout-monde » et qui, comme l'évoque Edouard Glissant, sont appelées à inventer un peuple.

Permettre à chacun de se fonder et de se développer comme être de culture, dans son individualité la plus singulière et dans l'hospitalité qu'il offre à la culture d'autrui pour rassembler sans uniformiser, est bien aussi une tâche syndicale.

Elle appelle à renouveler notre vision du travail, à en mesurer ses capacités (culturelles) transformatrices, à avoir confiance dans les capacités d'affranchissements des salariés, dès lors que leurs dynamiques sont reconnues, rendues visibles, mises en culture. C'est tout le travail de l'art et des activités proprement émancipatrices d'ouvrir sur les polysémies du réel.

Articuler dans un document de congrès, dans la structuration même du texte, démocratie culturelle et démocratie sociale, est une avancée considérable. Considérer qu'elles s'appuient et se conjuguent l'une l'autre élargit notre vision du syndicalisme, nos conceptions et possibilités de rassemblements, enrichit nos propositions de transformations sociales, nous met en position meilleure pour défendre les créations et institutions culturelles, porter des exigences envers les pouvoirs publics, le patronat.

Comment agir, syndicalement, mais aussi avec d'autres, à ce que s'affermisse ce qui n'est encore qu'une intuition balbutiante ? Nous savons que nous sommes nombreux à partager les

mêmes préoccupations, à vouloir croiser les réflexions et à porter des ambitions communes.

En Juillet dernier en Avignon, nous avons reposé cette question, au moment où nous fêtons le soixantième anniversaire du festival. Le document donné à cette occasion, qu'on va lire ici, est né de rencontres et d'échanges auxquels ont participé les militants de la Cgt, en beaucoup de lieux, avec d'autres amis du mouvement associatif, du monde du travail, des artistes, des chercheurs, des animateurs de l'éducation populaire, durant ces deux dernières années¹. C'est un mélange. Ce texte tente de donner cohérence à ces réflexions. Nous les versons au débat. Il s'inscrit dans l'aventure culturelle de la Cgt² et les met en perspective des décisions de notre 48^e congrès.

Il s'agit d'un travail commun de l'activité confédérale de politique culturelle répondant à une demande collective pressante de capitaliser l'acquis d'une réflexion. Il ne clôt pas. Il ouvre. Il est maintenant à mettre en dispute, en discussion. C'est un point, pas un point final, mais un point de situation, qui a été donné en Avignon parce que ce festival demeure, aux yeux de beaucoup, un des lieux prestigieux pouvant accueillir le renouvellement d'une pensée, ici syndicale, sur la culture et le travail. Une pensée pour agir.



Démocratie culturelle

Inventer
et construire
ensemble...

Parler du rapport qu'entretient un peuple avec la culture, les cultures et singulièrement avec sa création artistique, à Avignon, c'est inscrire le propos dans une dynamique historique. Cela oblige à modestie et exigences. Nul lieu ne peut être plus symbolique, emblématique pour la Cgt pour poser cette question au lendemain d'un congrès qui l'engage à rassembler pour une démocratie culturelle.

Retour sur un festival La dynamique d'Avignon

Le festival d'Avignon, est né dans la dynamique de grandes conquêtes sociales et économiques de la Libération que portait, en prémisses, dix ans plus tôt, le front populaire. Ces projets stoppés par la guerre auront pourtant trouvé maturité dans les rassemblements nés au cœur de la nuit de l'occupation, en résistance à l'envahisseur nazi : protection sociale, affermissement des services publics et de la fonction publique, maîtrise nationale de secteurs économiques déterminants, institution des comités d'entreprise, émer-



gence de politique culturelle publique et décentralisation théâtrale, nouvel essor de l'éducation populaire.

Citoyenneté, solidarité, émancipation dessinaient alors comme un horizon commun. Le propos de Jean Vilar : « *Le TNP est donc au premier chef un service public. Tout comme le gaz, l'eau, l'électricité.* » illustre bien l'ampleur de l'ambition. Le festival d'Avignon est emblématique de telles volontés, que l'on dira politiques, qui trouveront leur incarnation à la Libération. Il concentre, rassemble, en quelque sorte ces résolutions. Pour Vilar le théâtre (et le festival, donc !) est indissociablement artistique, social et politique. Il est donc du temps présent.

Pour ces raisons, dès l'origine, la Cgt a entretenu avec le festival de fortes complicités. Elle s'est sentie de plain pied avec les objectifs de son fondateur, Jean Vilar et de Paul Puaux, qui devait lui succéder. Il n'y a pas lieu, du tout, d'idéaliser la chose. Ni les luttes, ni les succès. Tout simplement dire que ces batailles dans la culture qu'ont été Avignon et l'aventure du TNP, ont été conduites, avec beaucoup de ténacité, mais aussi avec pas mal de difficultés et de fragilités, en connivence et amitiés avec les initiateurs. Elles ont marqué durablement les rapports du monde du travail et de la culture.

Bien entendu, la Cgt a soutenu solidairement le travail et les actions des artistes et des techniciens qui « font » le festival en exerçant leurs talents au service du théâtre et du

 **Si l'on ne comprend pas que le travail et le culturel ont tout à faire ensemble, on ne peut appréhender ni l'un ni l'autre. ..**
Nicolas Frize

spectacle vivant. Elle a permis que beaucoup de comités d'entreprise, avec leurs syndicats, s'engagent dans cette aventure en conjuguant leurs énergies à l'action des mouvements d'éducation populaire. Tout cela donne le courage pour entreprendre mais aussi oblige à inventer puisque nous revendiquons notre part d'un héritage social et « spirituel » qui comme le disait René Char, autre fondateur du Festival, n'est précédé d'aucun testament.

En effet, Il nous faut aujourd'hui relever les défis d'un monde qui a bien changé, aux possibilités inouïes et démultipliées mais que l'aggravation des inégalités sociales et bien plus gravement encore culturelles, bride. Ces failles sociales dans la culture bloquent les perspectives de transformations émancipatrices et entravent non seulement les efforts de diffusion des œuvres, mais assèchent le nécessaire renouvellement des écritures et des formes.

Le rapport de la création et de la société fut porté avec beaucoup de volonté par ceux qui fondèrent le festival d'Avignon, dans les problématiques et selon les idéaux de leur

époque. « *Le public d'abord, le reste suit* » disait Vilar. Cette question des publics a hanté le festival depuis qu'il a été créé. Elle garde sa pertinence et pourtant se renouvelle.

Notre aujourd'hui... mutations et fractures

N'entrons pas en départage des causes, au contraire mêlons. Suspendons, pour un temps, notre jugement et brossons, à grands traits, dans ses contradictions, notre quotidien: évolutions industrielles, scientifiques, techniques, transformations des modes de production, des temps sociaux, des hiérarchies, du travail ; fragmentation du salariat et du corps social ; bouleversement des rapports sociaux ; transmission et partage des connaissances ; élaboration et parcellisation des savoirs ; financiarisation de l'économie et marché globalisé ; extension du marché de la culture ; fragilisation des institutions et des formations sociales ; pratiques sociales et comportements culturels nouveaux ; extension du domaine des communications et de l'information ; mosaïque urbaine d'identités culturelles qui se frottent, s'échangent, se métissent. Tout cela se conjuguant avec les mouvements esthétiques, idéologiques, politiques dans la relative autonomie de leurs sphères respectives. N'allons pas énumérer davantage et n'ouvrons pas ici l'expertise de la fracture sociale tout autant que culturelle qui s'accroît. De nombreux documents Cgt tentent, modestement, d'évaluer ce rapport qu'entretient notre société avec la culture. Nous renvoyons à ceux qui abordent les

questions principalement sous l'angle de la culture³.

Le partage du sensible en question

Observés sous l'angle des pratiques et aspirations culturelles, ces évolutions et leurs effets sont très contradictoires. C'est rapide, violent et, sans doute pour cela même, effrayant, fascinant, sidérant, alors que, en même temps, fortement discriminatoire, injuste et douloureux, bousculant pratiques et comportements culturels, anciennes et classiques légitimités, écornant les sensibilités, cassant les frontières artistiques et mêlant les disciplines.

De ce chaos naît cependant de l'inédit et de l'inventivité langagière, technique, sociale, artistique. De fortes synergies se déploient même. Des expériences se mènent. Des femmes et des hommes imaginent et composent de nouvelles façons d'être au monde, et c'est aussi le rôle des artistes, de ceux qui écrivent, de nous les révéler.

Pour beaucoup pourtant, la grande majorité même, la vie est si agressive, les conditions de l'existence sont si insupportables et le travail si malade, les savoir-faire et façons de travailler si heurtés et si peu reconnus, les trajectoires si blessées, que rêves, révoltes et aspirations n'arrivent plus à se dire avec « les mots à soi » et à se mettre en partage.

Question : Comment avoir ses propres mots pour inventer dans sa propre langue dans la déperdition esthétique, la misère symbolique asphyxiante ? On est comme perdu dans une forêt de signes, traces, mots, sons, goûts qui font difficilement sens, en tout cas sens commun et qui peuvent faire peur, dont on se sent exclus, qui sont « les signes des autres ». Alors beaucoup d'entre-nous s'abîment, dans les eaux tièdes de la consommation standardisée. Ce dénuement-là s'étend bien plus largement et plus vite encore que le cercle de la pauvreté et de l'exclusion sociale, qui grandit si rapidement. Cette pauvreté culturelle « empoisonne » tout le champ social, bien au-delà de la composante ouvrière la plus précarisée, fragilisée ou exclue du travail salarié. Les catégories professionnelles de l'encadrement, voire de directions, qui par leur insertion professionnelle participent de décisions économiques, qu'elles vivent parfois comme un divorce d'avec leur âme, ne sont pas moins touchées d'être écartées du travail du sensible.

C'est la société tout entière qui ne peut plus imaginer son devenir, inventer l'avenir. Oui le désert croît. Avec Michel Serres rappelons que la sensation inaugure l'intelligence. L'esthésie guérit de l'anesthésie.

C'est qu'il ne suffit pas d'être savant, d'être « dépositaire » de savoirs, souvent parcellarisés d'ailleurs. Il faut encore être mis en capacité de les penser, à partir de sa pro-


pre expérience, de leur donner sens, des les lier et relier, de les mettre en perspective d'une société émancipée, prospère, hospitalière, ouverte au tout-monde et d'y trouver un horizon de bonheur possible pour tous et chacun. Voilà notre utopie, c'est-à-dire notre moteur.

Nous avons besoin d'entrer dans cette forêt de symboles, d'abord pour respirer, savourer, érotiser et poétiser notre vie, la vivre gravement et pourtant avec légèreté. Ensuite « *pour sortir de l'état de minorité, pour faire société, communiquer avec tous dans un espace commun, n'être pas seulement des êtres de plainte ou de cri mais des êtres de raison et de discours construisant leur action comme une démonstration* », ainsi que l'évoque Jacques Rancière, et de partager le sensible.

Evaluation des politiques culturelles⁴

Généralement l'examen des politiques publiques culturelles porte une double préoccupation. La première est celle des publics, des amateurs, des connaisseurs, voire des consommateurs et de leurs comportements.

On parle alors d'élargissement et de renouvellement des publics, de proximité, de « non publics » ou de publics empêchés, de pratiques amateurs, d'éducation populaire, de diffusion... On se livre à des enquêtes de fréquentation, aux statistiques sur l'équipement des ménages et sur les prati-

 **L'émancipation
des travailleurs
c'est leur sortie de l'état
de minorité, c'est prouver
qu'ils appartiennent bien
à la société, qu'ils communi-
quent bien avec tous
dans un espace commun ;
qu'ils ne sont pas seulement
des êtres de besoin, de plainte
ou de cri, mais des êtres
de discours, qu'ils peuvent
opposer raison à raison
et construire leur action
comme une
démonstration [...] ● ● ●**

ques culturelles des populations. On débat de l'accès pour tous à la culture, des objets culturels, de la rotation des produits, de la « culture jetable ».

La seconde concerne l'art, la création, les créateurs.

On parle ici de la vitalité de l'art, de son renouvellement, de ses nouveaux territoires, de cultures patrimoniales, institutionnelles ou émergentes, d'équipements publics, d'événementiels, d'exigences artistiques, de pluralités esthétiques, de politiques publiques d'achat, de transparence des choix, de coteries, de mécénat, de soutien à la création. Si

l'on évoque, ici aussi, les publics, c'est au nom de l'exigence d'un « élitisme pour tous » ou pour opposer la culture et l'art au vil divertissement.

Ces schémas sont aujourd'hui entrés en crise en même temps que les pratiques culturelles et artistiques elles-mêmes. Sous le coup des transformations sociales, sociétales et culturelles profondes, c'est la conception même de la culture et de la politique d'organisation publique que nous en avons qui est aujourd'hui appelée à se renouveler.

Le temps est venu d'estimer nos politiques culturelles en regard de l'accomplissement des hommes dans le mouvement de leurs civilisations. Se dégager du comptable, du statistique, non pas pour fuir contraintes et astreintes budgétaires, mais bien plutôt pour penser le souffle de l'indispensable gouvernement de la chose publique. Ouvrir au sens qui manque tant à l'architecture de nos politiques.

La conception que notre société a de la culture, la place qu'elle lui offre, doit être aujourd'hui réévaluée, réinterrogée. Cela en regard des impasses économiques, sociales et sociétales actuelles.

Les relations que notre société entretient avec la création artistique sont aujourd'hui fortement ébranlées. Ce qui se révèle ainsi dans la sphère culturelle porte un éclairage sur la gravité des blocages économiques et sociaux que nous connaissons.

Changer de regard

Dans un tel paysage, continuer d'évaluer les actions publiques en matière de culture avec le même regard conduit à ne rien voir de la profondeur de la crise. Les politiques publiques, au niveau de l'État comme à celui des collectivités territoriales, qui financent de plus en plus la culture, patinent. Elles s'épuisent dans leur volonté d'élargissement des publics et ne parviennent pas à investir suffisamment de nouveaux champs créatifs.

En l'état, nos critères d'appréciation sont inopérants. Ce qui les sous-tend relève d'une conception restrictive, étreinte de la culture. Ils laissent paresseusement trop de choses hors champ. Le territoire balayé est trop exclusivement celui des beaux-arts et des belles lettres. Celui-là même que dessine historiquement le ministère de la culture. Nous avons besoin d'une autre intelligence, plus globale, de la culture.

Ne pas voir cela conduit à mésestimer l'apport riche et singulier des arts (et des sciences) à la culture. Cela les fragilise. Les reconsidérer dans un rapport large, politique si l'on veut, à l'ensemble des activités humaines qui ne sont généralement pas reconnues comme composant de la culture, c'est, tout au contraire, les ouvrir à tout l'humain, les ouvrir à l'arrachement créatif.

Elargir notre conception de la culture

Notons que, du même coup, est évacuée

toute réelle réflexion sur l'économie de la culture, sur le poids des industries culturelles, et bien plus encore sur les cohérences stratégiques des entreprises et l'imbrication de la culture, de l'art avec l'industrie et le commerce, avec le management, la communication, le design. C'est dans cette perspective qu'il faudrait expertiser les questions du mécénat, du rapport à l'industrie du tourisme, des équipements, particulièrement patrimoniaux, les évènements et productions artistiques !

Il y a là des continents entiers à explorer. Les concepts pour le faire nous manquent car la culture est vue politiquement en séparation du corps (ici social) et de l'esprit (les arts). C'est ce procès-là qu'il convient d'ouvrir pour apprécier et structurer nos politiques publiques.

La contribution historique et constante de nombreux acteurs, telle que celle de

●●● **S'émanciper
ce n'est pas faire sécession,
c'est s'affirmer comme
co-partageant un espace
commun [...] Le chemin
étroit de l'émancipation
passe entre l'acquiescement
aux mondes séparés
et l'illusion du consensus.**
Jacques Rancière

l'éducation populaire, est gravement sous-évaluée, non seulement quant à la diffusion, mais dans l'élaboration même des savoirs et dans la constitution des démarches artistiques. L'impasse est aussi faite sur le travail de la culture, ses métiers. Il aura fallu le dur conflit social lié à l'intermittence dans le spectacle vivant et enregistré (toujours non réglé) et les luttes d'autres secteurs de la culture pour que le travail artistique trouve de la visibilité publique, là même où il restait masqué.

Pourtant, toute politique culturelle ne se devrait-elle pas d'évaluer et de soutenir les conditions d'exercice des métiers artistiques et de la culture, le statut de ceux qui s'y exercent, qu'ils soient salariés ou pas, de droits privés ou publics. Garantir la pérennité et l'indépendance des structures et des démarches pour que des risques artistiques puissent se prendre conditionne pour beaucoup l'essor d'une société.

Dire cela n'est pas renier les mérites et les efforts des politiques publiques si



importantes dans notre pays. La Cgt et le mouvement ouvrier ont pris leur part dans cette belle histoire. Consolider ces acquis et avancées historiques, dépasser les limites rencontrées impose de renouveler notre approche et d'élargir notre vision de la culture.

Il faut se mettre en capacité de jauger et d'évaluer une politique culturelle en fonction du mouvement de la société, dans toutes ses composantes et dans l'ensemble de ses champs d'activité et de les faire entrer en correspondance avec l'art. Il ne s'agit pas de tout confondre, mais de penser articulation, métissage, partage, relation, rencontre, hybridation.

L'éloignement du public et de l'œuvre est souvent évoqué. Parfois avec condescendance, voire avec une certaine compassion. L'appauvrissement pour l'écriture, pour la création, pour sa matière même, quand elle ne se frotte pas à la grammaire et au vocabulaire de notre temps, est rarement mesuré. En retour, là où nous forçons notre langue, où nous faisons culture, faisons sens, nous sommes comme privé d'abécédaire. De là, vient que la partie de la jeunesse exilée dans l'archipel des banlieues, n'ayant plus les mots pour dire, ni même pour vraiment penser en soit contraint à danser sa révolte dans le feu. Les gestes ont leur être éloquentes, précèdent les paroles, qui ensuite les accompagnent. (Rap, Slam...) Mais comment anticiper, comprendre, partager, comment sortir de notre cécité, de notre surdité ?

Alors qu'il faudrait considérer l'articulation « développement des publics » et « exigence artistique » de façon dialectique, nous les séparons trop souvent et nous nous privons d'examiner comment ils se fécondent l'un l'autre. Une telle restriction du champ de vision s'accompagne d'un aplatissement du réel qui empêche les forces sociales de le soulever.

La question du travail⁵

C'est dans ce cadre général qu'il faut parler encore et encore du monde de l'entreprise, du monde du travail comme structurant et façonnant durablement les êtres. Nous résisterons aux ricanements de ceux qui nous reprochent de tout confondre, de nous enfermer dans notre obsession à poser cette question du rapport du travail aux productions artistiques.

Le travail, le soin qu'on lui porte devrait être une préoccupation constante des pouvoirs publics et de toutes les forces sociales, de l'ensemble des partenaires sociaux. Trop de choses sociales, culturelles, pas seulement techniques et scientifiques, mais aussi esthétiques, sensibles, se nouent là, pour que ce territoire soit déserté et seulement recherché lorsqu'il est livré à la friche. Aujourd'hui encore le travail est le principal vecteur de créativité et de civilisation. Tautologie, car enfin l'essence du travail est de faire civilisations. Lieu de brassage, de métissage, de partages des sensibilités, de rencontres des cultures.

≡ **L'histoire du travail
a forgé l'histoire
des hommes. Elle se fond
avec les changements
les plus profonds de notre
histoire comme peuple.**
François Bon (*Lebeur*)

Ceci n'est pas un repliement sur une valeur travail que d'aucuns, dans le sillage du Medef, louent aujourd'hui, après l'avoir bradée hier. C'est d'ouvrir la culture et l'art à tout l'empan des activités humaines, dont il s'agit. Et pour cela d'avoir une vision anthropologique et culturelle du travail. Le travail reste une énigme difficile à saisir. N'avons-nous pas du mal à nous délivrer de représentations naturalistes du travail ? Il s'agit du dévoilement de son sens, de sa portée transformatrice de l'être au monde. Cette tâche ne s'accomplit jamais mieux que dans la rencontre de la création, de l'écriture toujours singulière qui tente de s'y confronter, de l'explorer, de libérer la parole du carcan des mots qui l'enserrent.

Le libéralisme n'est pas qu'un rapport économique. C'est du symbolique à l'oeuvre. Il nous faut saisir les potentialités culturelles du travail si nous ne voulons résister, anticiper, compter, être, oui tout simplement, être.

C'est, avec l'école et l'enseignement artistique qui devrait s'y conduire, là où le

travail est bien vivant, tout à la fois en souffrance et en bonheur, qu'il faut investir culturellement. Là où il invente et est moteur, là où il souffre parce que nié. C'est de là que doit naître une parole nouvelle.

Il faudrait évaluer les pratiques culturelles des salariés et les confronter aux pratiques professionnelles, rechercher leurs attentes et aspirations, mesurer et conforter les interventions, les initiatives culturelles des syndicats, des comités d'entreprise ou associations plus ou moins similaires. C'est leur vocation de provoquer le collectif de travail à la parole, de permettre l'intervention solidaire, de rapprocher des pratiques professionnelles, sociales et culturelles, d'ouvrir à l'apport de cultures, de langues et de coutumes encore étrangères, d'élaborer et de croiser des savoirs, d'entrer en partage esthétique, sensible.

Il faut aussi que les organisations du monde du travail puissent procéder à l'évaluation de leurs propres politiques, de leurs actions, en regard du développement économique et social de l'entreprise et des stratégies qu'elle développe. Cela suppose de réévaluer les droits et les moyens dont elles disposent. Ils sont aujourd'hui obsolètes et inadaptés face aux nouvelles configurations des entreprises et à la situation extrêmement dégradée que connaît le travail. Elles devraient être aussi en capacité d'expertiser les politiques publiques et patronales, en ce qui concerne la culture. La chose n'est aujourd'hui pas facile. C'est justement l'obli-

gation qui nous est faite de l'entreprendre.

Nous sommes obligés de constater qu'aucun ministre de la Culture, depuis de nombreuses années, n'a su comprendre l'ampleur de cette question, forger une doctrine, et donc bien évidemment impulser une réelle politique, malgré l'insistance de la Cgt, hélas souvent un peu seule. Les timides engagements et les expérimentations initiées par Mme Catherine Trautmann, alors ministre de la Culture, n'ont jamais été réellement évalués ni franchement consolidés. Ils n'ont pas été suivis d'effets. Il est vrai qu'une telle politique nécessiterait de prendre des risques et du temps, le nouveau devant trouver son chemin. Cela demanderait aussi d'engager résolument des partenariats publics, état, collectivités territoriales, au niveau des sites, des territoires et de réexaminer courageusement les transversalités ministérielles, pour parvenir à mobiliser tous les acteurs sociaux, patronat compris.

La question rebondit cruellement quand il s'agit des publics empêchés, en fait du public exclu, souvent d'abord du travail. Personnes incarcérées, hospitalisées, handicapées, mais aussi vivant dans des quartiers en grandes difficultés. Notre société soigne beaucoup et sans doute pas encore assez. Elle réprime, normalise et censure aussi mais elle refuse de soigner le travail, de le recréer. Notre conviction est que l'attention singulière qui doit être portée au travail est une des clés pour lever les blocages que rencontrent nos politiques culturelles. Nous pen-

≡ **Quelques proximités et complicités. Echos de lectures, de regards et d'écoutes pour inviter à la rencontre. François Bon, Hervé Brisse, Yves Clôt, Nicolas Frize, Edouard Glissant, Bernard Lubat, Charles Tordjman, Agnès Varda, Michel Vinaver, Marcel Trillat, Yves Schwartz.**

sons aussi que notre société ne retrouvera toute sa dynamique sociale que si le monde du travail entre en partage culturel. Cela participe de l'instauration d'une véritable démocratie culturelle. Penser la culture sans penser son rapport au travail est une impasse. Penser le travail sans le fonder dans la culture, c'est conduire à la misère sociale. Cette question de la place faite au travail, à son sens, à sa visibilité, au soin qu'on lui porte est refoulée, depuis bien longtemps. Il semble bien qu'historiquement nous n'ayons pas su voir ensemble, à temps, le travail autrement que comme un terrain en friche, qu'il faudrait acculturer en apportant la lumière, sans prendre mesure les faire et imaginaire qui y germent et s'y inventent, y compris dans l'activité syndicale, par exemple.

La culture est une présence radicale et totale au monde, là où nous y sommes insérés, pour l'entendre, pour saisir les opportu-

nités du réel et le transformer, aimer à pleine vie, ouvrir sur l'universel. Elle est l'affirmation d'une liberté et d'une hospitalité irrépressible dans tous les temps de la vie. Elle est la respiration : temps de travail et temps de loisirs, qui sont deux temps à libérer.

Rendre toute sa place au travail dans la construction des politiques culturelles en l'ouvrant au tout de la culture est la contribution spécifique d'un syndicalisme Cgt confédéré et rassembleur à l'essor de culture. Les rencontres, les réflexions menées toutes ces années concrétisent cette ambition. Les travaux du congrès et ce document en témoignent. ●

Conseiller confédéral
Politique culturelle

Jean-Pierre Burdin



1) On se rappellera les deux séminaires organisés en 2005 « culture et création » et « culture et responsabilités publiques » ainsi que le colloque de clôture qui les a suivis. (Voir note 3)

2) « L'Aventure Culturelle de la Cgt ». Marius Bertou, J-Michel Leterrier. V.O. éditions. 1995. On relira aussi avec profit « Culture au travail » de J-Michel Leterrier dont la réédition est annoncée chez L'harmattan. Préface de Gérard Astor. Numéro 4 des cahiers de Convergences. Décembre 2006

3) On se reportera à trois documents (à commander culture@cgt.fr) :
- Thématiques NVO « la France a-t-elle besoin de culture ? » (janvier 2004)
- *Le Peuple* compte rendu 48 congrès. Supplément au numéro 1632 (juin 2006)
- NVO spécial 48 congrès, n° 3217 du 14 Avril 2006 Politiques culturelles et monde du travail.

Echos d'une réflexion (juillet 2005) disponible sur www.cgt.fr

4) J-P. Burdin « Crise d'Horizon ». Opus 3 de culture publique 2005

5) Voir J-P. Burdin, revue Mouvement 16. Avril, Juin 2002 : « L'art au travail ».

Des perspectives

Exaltantes

La culture est trop souvent confinée, par les institutions et pouvoirs publics, à ce qui pourrait s'apparenter à une sorte de vestibule, où elle serait reléguée, de salon, certes à peu près confortable, à l'atmosphère un peu feutrée, et au fond assez étouffante. Elle n'est là, en quelque sorte, convoquée qu'à l'heure de faire briller les beaux arts et les belles lettres. Pour le reste, elle ne devrait résonner qu'au travers des tuyaux d'orgue des industries culturelles et du prisme marchand.

On s'en doute, ce que propose la Cgt à tous les acteurs de la culture, comme à l'ensemble du monde du travail est aux antipodes de cette conception de la culture.

C'est tout le sens de la 15^e décision du document d'orientation adoptée au 48^e congrès de Lille, en avril dernier, de s'engager dans la construction « d'une nouvelle démocratie culturelle ». Cette décision constitue un atout considérable pour asseoir et poursuivre la démarche syndicale de toute la Cgt et de son activité confédérale de Politique culturelle.

La crise profonde qui touche toutes les sphères de notre société - crise de repères et crise de sens avec les conséquences dramatiques d'aliénation et de souffrance sociale -, exige de la Cgt de prendre résolument le parti du renouveau démocratique. Nous

devons dire ensemble : ce renouveau démocratique sera culturel ou ne sera pas !

Y aurait-il des cultures « empêchées » d'exister, des cultures condamnées au silence et à l'oubli ? Nous ne sommes pas prêts à accepter cette dérive effrayante. Si nous nous refusons à livrer clés en main une définition de la culture, nous travaillons à faire émerger une autre conception, ouvragée des échanges, du partage, faite de solidarités, de la diversité des cultures.

Bouger ces lignes pour changer la société, prétendre à des temps nouveaux où se conjuguent les libertés et l'émancipation, nous en revendiquons l'idéal et l'action. C'est ce chemin qu'il nous faut tracer, chemin difficile et annonciateur de combats exaltants. Mais nous ne venons pas de nulle part, loin s'en faut. Les 2^e rencontres Cgt « Travail, culture, syndicalisme », organisées à Montpellier en février 2003, ont ouvert quatre champs de réflexions et d'actions.

• **L'entreprise, la culture et le travail.**

Plus que jamais nous sommes convaincus que le travail, sa complexité et son sens ont directement à voir et interagissent avec la culture et la création artistique. Le travail est donc bien l'un des paramètres majeurs de l'équation que nous tentons de résoudre pour l'essor d'une « nouvelle démocratie culturelle ». Analyser et repenser les interventions et interactions à l'entreprise dans la culture et dans l'art, questionner les rôles des différents acteurs

(patronat, comités d'entreprise, syndicats, associations) c'est ce que nous réaffirmons.

• **Les territoires, les sites et culture.** La globalisation de l'économie, l'accélération de la rentabilité et de la rotation des capitaux, les délocalisations et les concentrations d'entreprises font fi des frontières, ruinent sans états d'âme les territoires, en imposant de nouvelles cartographies des pouvoirs et des dominations. Au contraire nous voulons « cultiver » les territoires, leurs potentialités culturelles, leurs singularités économiques, industrielles et sociales, en s'appuyant sur leur richesse, leur mémoire, leur capacité créative. Nous voulons ouvrir les territoires, les décloisonner.

• **Les politiques culturelles et les responsabilités publiques.** Plus personne ne se risque vraiment à nier l'affaiblissement des responsabilités publiques en matière de culture. Près de 50 ans après sa création, le ministère de la Culture a perdu le cap de « la démocratisation de l'accès à la culture » et connaît un désengagement auquel nous ne nous résignons pas. Les collectivités territoriales, et notamment les régions qui font beaucoup plus que par le passé peinent, faute de moyens, à prendre le relais et à assumer des politiques culturelles innovatrices. Les politiques publiques dans leur ensemble se montrent incapables de trouver un second souffle et de repenser leurs missions fondatrices.

Là encore, la décision du 48^e congrès d'engager une vaste campagne pour l'adoption d'une loi d'orientation et de programmation pour la culture, garante de l'exception culturelle et de droits sociaux pour l'ensemble des travailleurs du spectacle et de la

culture, est une incitation et un point d'appui pour impulser une action confédérée.

• **Pour la culture de tous, partout dans le monde.** Dans le cadre de la mondialisation économique le libéralisme a parfaitement compris qu'il peut tirer un immense profit du développement des industries culturelles. Il agit donc sur des leviers puissants qui concourent à l'uniformisation et à la standardisation de la culture. Faire grandir l'exigence de la diversité culturelle n'est-ce pas déjà ébranler cette machine en apparence bien huilée.

Nous sommes résolus à nous rassembler, avec de nombreux partenaires au plan européen comme au plan international, pour l'instauration de nouvelles règles protectrices et la ratification par les états de la charte de l'Unesco portant sur la diversité culturelle. De ce point de vue, la constitution d'une nouvelle confédération syndicale internationale, dont la Cgt est partie prenante, appelle à ne pas céder aux tentations de replis et à agir pour préserver les richesses culturelles de tous, et à libérer, partout, des énergies créatrices.

Toutes les rencontres auxquelles nous sommes invités ou que nous organisons valident la pertinence de ce cadre de travail pour construire des mobilisations et des actions. Un cadre pour agir ! ●

Franck Guillaumet



Membre de la commission culturelle confédérale



Document d'orientation

Lilles 2006- 48^e congrès

La démocratie au cœur des enjeux
de transformation du travail et de la société

Pour une démocratie culturelle

La Cgt entend prendre toute sa place dans la construction d'une véritable démocratie culturelle.

Il s'agit d'afficher notre volonté de rompre avec une vision élitiste de la culture. Il n'y a de démocratie culturelle que par le développement et le partage des cultures de tous. Celles qui s'élaborent au travail doivent être reconnues dans leurs apports à la transformation sociale et à l'essor d'une société de progrès. Il ne peut y avoir de démocratie culturelle et de pérennité de l'exception culturelle sans la reconnaissance de droits sociaux pour l'ensemble des travailleurs du spectacle et de la culture.

Nous revendiquons en même temps l'accès des salariés, des privés d'emploi, des retraités et de leurs familles aux oeuvres du patrimoine et de la création artistique et scientifique. Nous n'acceptons pas que des couches entières de la population soient soumises aux seuls choix que leur propose l'industrie audiovisuelle et du loisir, aujourd'hui régie par le seul Diktat de l'audimat.

A l'heure de la révolution de l'information et de la connaissance, les nouvelles technologies ne conduisent pas automatiquement à la démocratie culturelle. La surabondance de produits et de services va de pair avec la standardisation. Garantir la diversité culturelle implique l'accès à la création de l'ensemble des catégories populaires.

Lecture et écriture, pratiques musicales, théâtrales et artistiques sont à promouvoir à toutes les étapes de la vie, de l'éducation et dans les différentes sphères sociales.

La Cgt revendique la démocratie culturelle, le libre épanouissement des salariés, le droit à choisir, à critiquer, à intervenir sur sa vie et son devenir de salarié et d'individu. C'est le chemin de l'émancipation.

Pour gagner cette autonomie, il faudra mobiliser le système éducatif et les services publics culturels, il faudra associer les mouvements d'éducation populaire avec une exigence toute particulière pour les Comités d'entreprise, renforcer des politiques publiques en direction de la création, garantir l'avenir du service public de l'audiovisuel grâce à un financement public accru, assurer la pérennité de la presse, sa pluralité et son indépendance grâce à des moyens nouveaux.

Il faudra porter des exigences fortes vis-à-vis des pouvoirs économiques mais aussi vis-à-vis de l'État et des collectivités territoriales dont les budgets doivent être à la hauteur des enjeux.

Décision

Le congrès décide de faire de l'exigence d'une « nouvelle démocratie culturelle » un axe de construction revendicative et de mobilisation, et d'engager une vaste campagne pour l'adoption d'une loi d'orientation et de programmation pour la culture garante de l'exception culturelle et de droits sociaux pour l'ensemble des travailleurs du spectacle et de la culture.



